

Crise politique sans précédent en Pologne

Manifestants et députés de l'opposition ont bloqué le Parlement à cause d'une mesure contre la presse

VARSOVIE - *correspondance*

Sorties du Parlement bloquées par les manifestants, hémicycle occupé par des députés de l'opposition, accusations de fraude lors de votes de lois et menaces sur la liberté des médias : la Pologne vit, depuis la nuit du vendredi 16 au samedi 17 décembre, des tensions politiques d'une nature jamais vue depuis la chute du communisme. Ce week-end, des milliers de manifestants, conduits par le Comité de défense de la démocratie (KOD), se sont rendus devant les sièges du Parlement, du Tribunal constitutionnel et devant le palais présidentiel, pour s'opposer à la « dévastation du pays » et réclamer la « liberté pour les médias ».

Des rassemblements de moindre ampleur ont eu lieu dans d'autres villes du pays. La majorité ultraconservatrice du PiS (Droit et justice), de son côté, a organisé une manifestation de soutien à la politique du gouvernement devant le palais présidentiel, dimanche soir.

La crise parlementaire à l'origine de ces mobilisations constitue l'apogée du dialogue de sourds mené depuis un an entre la majorité conservatrice et l'opposition libérale, qui accuse le parti de Jaroslaw Kaczynski de non-respect des procédures démocratiques et de vote de lois liberticides.

Les tensions ont culminé dans la nuit de vendredi à samedi, à la suite de l'exclusion de l'hémicycle du député libéral Michal Szczerba (Plate-forme civique, PO), pour avoir brandi à la tribune une pancarte revendiquant des « médias libres au Parlement ». En cause : un changement du règlement, voulu par la majorité conservatrice, qui limite considérablement l'accès des journalistes aux travaux des parlementaires, et qui s'inscrit dans un contexte de reprise en

main des médias publics depuis la victoire du PiS, en octobre 2015.

Après l'exclusion de leur collègue, les députés de la Plate-forme civique (PO) et de Nowoczesna (Moderne) ont riposté en occupant la tribune et le perchoir de

l'hémicycle, scandant des slogans en faveur de la démocratie. Le bâtiment du Parlement est protégé par un dispositif policier, et l'entrée en a été interdite à la presse.

Dans une ambiance chaotique, la majorité conservatrice a décidé d'organiser les votes prévus, dont celui du budget de l'Etat, dans une autre salle du bâtiment. L'opposition a qualifié ce scrutin d'« illégal ». Dimanche, le président de la République, Andrzej Duda, proche du PiS, dans le cadre d'une médiation engagée avec les partis d'opposition, a fait savoir qu'il allait commander une « analyse juridique ».

Après le vote controversé, les tensions ont dégénéré en insultes et en bousculades dans les couloirs de l'Assemblée. Au même moment, plusieurs centaines de

« Ceux qui remettent en cause le modèle européen de démocratie nous exposent à des risques stratégiques »

DONALD TUSK

président du Conseil européen

manifestants, rassemblés devant le siège du Parlement, ont décidé d'en bloquer les sorties, appelant au « respect des principes démocratiques ». Pendant plusieurs heures, les parlementaires n'ont

pu quitter le siège du Parlement.

Vers 2h30 du matin, les députés du PiS et la chef du gouvernement, Beata Szydlo, ont quitté les lieux protégés par une escorte policière et sous les huées des manifestants. Une sortie qui a été émaillée de heurts entre les protestataires et les forces de l'ordre.

« Tentative de prise du pouvoir » Samedi, dans une intervention télévisée, Mme Szydlo a fustigé « des émotions politiques extrêmes causées par l'opposition » qui « n'ont rien à voir avec la condition réelle » de la démocratie polonaise. « Crier, semer la confusion et la déstabilisation, ce sont des méthodes qui sont, malheureusement, devenues des outils des partis d'opposition », a-t-elle estimé. « C'est la conséquence de l'impuissance et de la frustration de ceux qui ont perdu le pouvoir »,

a-t-elle ajouté. Le ministre de l'intérieur, Mariusz Blaszczak, a, lui, qualifié ces événements de « tentative illégale de prise du pouvoir ».

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, adversaire politique de longue date du président du PiS, Jaroslaw Kaczynski, a réagi sur un ton grave, samedi, depuis la ville de Wrocław. « J'en appelle à ceux qui exercent réellement le pouvoir dans notre pays, au respect envers les personnes, envers les principes et les valeurs constitutionnels, envers les procédures établies et les bonnes manières », a-t-il insisté. « Ceux qui remettent en cause aujourd'hui le européen de démocratie, violant la Constitution et les bonnes pratiques, nous exposent tous à des risques stratégiques. Rejetant l'esprit de liberté et de communauté, ils écrivent le prochain acte du drame de l'isolement polonais. »

La journée de dimanche a également été marquée par une manifestation de « remerciement » à

Andrzej Rzeplinski, le président du Tribunal constitutionnel, dont le mandat arrive à terme lundi. M. Rzeplinski était perçu par l'opposition comme le dernier rempart protégeant l'indépendance de la plus haute instance juridique du pays, avec laquelle le pouvoir est en conflit depuis plus d'un an. Pour Krystian Markiewicz, le président de l'Association des juges polonais, « le scénario le plus probable est que le PiS prenne le contrôle du Tribunal. Le PiS aura, à terme, son propre président de l'institution. » Une situation qui avivra des tensions politiques déjà très fortes. ■

JAKUB IWANIUK

LE CONTEXTE

ÉTAT DE DROIT

Le parti ultraconservateur, Droit et justice (PiS), dispose d'une majorité absolue au Parlement depuis sa victoire aux élections législatives en octobre 2015. Le parti dirigé par Jaroslaw Kaczynski s'est lancé dans des réformes de la justice et des médias qui inquiètent l'opposition. La Commission européenne a lancé une procédure de sauvegarde de l'Etat de droit après les décisions du gouvernement sur le Tribunal constitutionnel.

POPULARITÉ

En dépit des manifestations de l'opposition qui ont lieu depuis un an, le gouvernement du PiS reste populaire. Il a engagé des mesures sociales (baisse de l'âge de la retraite, allocation de 120 euros par enfant à partir du deuxième enfant) qui lui permettent d'être en tête des sondages, avec 35 % des intentions de vote.